



La Palestine et l'ONU : l'impasse du « processus de paix »

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 18 octobre 2011

[wsws.org](#) 29 septembre 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Nations Unies](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

L'assemblée générale des Nations unies s'est levée vendredi pour applaudir le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, après un discours où celui-ci annonçait qu'il déposait une demande pour la reconnaissance de l'Etat palestinien par l'ONU.

Ce discours comprenait des passages détaillant la mort, la destruction et les humiliations imposées par l'occupation israélienne, soixante ans de souffrances que le public d'Abbas, composé de ministres des affaires étrangères, de chefs d'Etat et de délégués aux Nations unies, ne pouvait ignorer. Un grand nombre des gouvernements représentés, notamment ceux du monde arabe, ont été complices de tout cela.

La réaction enthousiaste a pu être motivée par l'hostilité envers Washington, qui avait annoncé à l'avance qu'il utiliserait son veto au Conseil de sécurité pour tuer dans l'ouf le processus de reconnaissance d'un Etat palestinien.

Les représentants des États-Unis ont mené une campagne éhontée de menaces et d'intimidations pour forcer les pays siégeant au Conseil de sécurité à s'abstenir ou à voter non. Le Portugal, par exemple, aurait été averti que les États-Unis retireraient leur aide économique à ce pays perclus par la crise s'il votait en faveur de la demande.

Cet étalage d'hypocrisie et d'intimidation de la part des États-Unis a servi à miner le message que Washington avait voulu délivrer à l'ONU. Son objectif était de brandir la guerre de l'OTAN-ONU pour un changement de régime en Libye à la fois comme une victoire du multilatéralisme onusien et une extension des révoltes populaires du « printemps arabe ».

Si Obama a inclus ces points de vue dans son discours à l'Assemblée générale, il a dû admettre avec une résignation amère qu'ils passent au second plan derrière la controverse sur la Palestine.

En réalité, le soutien inconditionnel de Washington pour l'oppression par Israël du peuple Palestinien est parfaitement cohérent avec sa politique impérialiste prédatrice dans la région, laquelle a trouvé son expression la plus achevée dans la guerre pour un changement de régime en Libye. Quant au « printemps arabe », le gouvernement d'Obama a lutté, aux côtés Israël, jusqu'au dernier moment pour maintenir leurs proches alliés, Moubarak en Égypte et Ben Ali en Tunisie, au pouvoir. Ils oeuvrent maintenant à consolider des régimes dans ces deux pays qui défendront les intérêts de l'impérialisme et pourront dévier les efforts révolutionnaires des travailleurs et des jeunes.

Pourquoi le gouvernement d'Obama se sent-il obligé de bloquer la demande de l'Autorité palestinienne d'une reconnaissance par l'ONU ? La thèse officielle est que cette action « unilatérale » va saper le « processus de paix, » brouillant les négociations « bilatérales » qui seraient la seule voie permettant de parvenir à un accord.

Le prétendu « processus de paix » est une promesse en l'air qui perdure depuis vingt ans, ne produisant ni paix, ni aucune réalisation des espoirs du peuple Palestinien. Il a surtout servi à couvrir les actions unilatérales d'Israël, qui a consolidé son contrôle sur des parties de plus en plus importantes de la Cisjordanie et de Jérusalem Est, le nombre de colons sionistes a doublé au cours des 10 dernières années. Cela s'est accompagné par la prolifération des points de contrôle militaires et des routes de sécurité « réservées aux juifs » qui rendent impossibles non seulement l'existence d'une nation, mais la vie même pour les Palestiniens occupés.

Si l'appel à l'ONU est une admission tacite de la faillite du « processus de paix » organisé par les États-Unis, Abbas et la direction bourgeoise de l'Autorité palestinienne (AP) n'ont rien d'autre à proposer. Ils ont exprimé des espoirs assez illusoires que cette tentative désespérée à l'ONU puisse en quelque sorte réanimer les négociations.

Si l'ONU devait admettre la Palestine comme Etat membre, cela ne contribuerait pas plus à changer les conditions de vie des masses palestiniennes que toutes les autres résolutions adoptées par les Nations unies sur la question Israélo-palestinienne au cours des 50 dernières années. Cela ne mettrait pas fin à l'occupation et aux attaques militaires israéliennes. Cela ne garantirait pas aux millions de palestiniens en exil le droit au retour. Et cela ne donnerait pas des droits égaux au 1,5 million de Palestiniens arabes vivant en Israël.

Abbas et la direction de l'AP se sont tournés vers l'ONU dans une tentative désespérée de regagner de la crédibilité dans la population palestinienne qu'ils affirment représenter. Dans une certaine mesure, l'AP n'est pas sans ressemblances avec les régimes qu'ont fait tomber les masses en Égypte et Tunisie. Non élus, gouvernant par décrets, tout en maintenant un important appareil policier financé par les États-Unis et qui travaille en collaboration avec l'occupant israélien. L'AP ne représente pas les intérêts des travailleurs et des opprimés palestiniens, mais une fine couche de haut fonctionnaires et d'hommes d'affaires qui se sont enrichis par les subventions étrangères et la corruption.

Comme le démontrent les « documents palestiniens » publiés par Al-Jezira au début de l'année, documentant une décennie de négociations israélo-palestiniennes, la direction de l'AP a capitulé sur toute la ligne, renonçant effectivement au droit au retour de la diaspora palestinienne, abandonnant quasiment tout Jérusalem-Est, et acceptant de participer au nettoyage ethnique qui vise à garantir le statut d'« Etat juif » Israël.

L'intransigeance de Washington s'explique dans l'ensemble en référence aux élections de 2012 et à ce que l'on appelle « le vote juif, » un euphémisme pour le riche et puissant lobby sioniste qui ne représente pas la majorité des juifs américains - ni d'ailleurs la majorité des juifs d'Israël - mais plutôt les éléments les plus à droite du monde politique israélien. Il ne fait aucun doute que des organisations comme l'*American Israeli Political Action Committee* (AIPAC - Comité américain des affaires publiques d'Israël) exercent une influence monstrueusement disproportionnée sur la politique des deux partis capitalistes américains.

Il existe cependant des intérêts encore plus fondamentaux. Israël a servi durant un demi-siècle de bastion aux interventions de l'impérialisme américain dans la région. De plus,

remontant aux accords de Camp David en 1978, la prétention de Washington à un rôle en quelque sorte de « marchand honnête » dans les négociations de « paix » a donné à l'impérialisme américain un instrument pour faire avancer ses intérêts dans la région.

L'hostilité des États-Unis à un vote à l'ONU sur la création d'un Etat est alimentée en grande partie par sa détermination à maintenir son monopole sur ce prétendu « processus de paix ». Il est remarquable que le Président français Nicolas Sarkozy, qui vient tout juste d'utiliser ses avions de guerre et des mercenaires pour faire avancer les intérêts de l'impérialisme français et de la compagnie pétrolière Total en Libye, a profité du débat sur la création d'un Etat palestinien pour affirmer que les négociations de paix sous l'égide des États-Unis avaient échoué et mettre en avant sa propre solution française.

Motivé par les intérêts de la clique au pouvoir dans l'AP d'un côté, et les machinations impérialistes de l'autre, le débat à l'ONU sur la création d'un Etat palestinien ne fera rien pour garantir aux masses palestiniennes l'obtention de leurs demandes démocratiques et sociales. En fin de compte, elles ne peuvent être réalisées que par le recours à la lutte révolutionnaire.

La crise insoluble du capitalisme mondial qui a produit les soulèvements massifs en Tunisie et en Égypte alimente également des soulèvements de plus en plus importants en Israël et dans les Territoires palestiniens occupés aussi, ce qui s'est exprimé récemment dans les grandes manifestations nationales contre les conditions sociales en Israël même. La question décisive est celle de l'unité des travailleurs arabes et juifs sur la base d'un programme socialiste et internationaliste commun dans la lutte pour une fédération socialiste du Moyen-Orient qui ferait partie de la lutte pour mettre fin au capitalisme à l'échelle internationale.

Article original, [WSWS](#), paru le 24 septembre 2011

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Bill Van Auken](#), [wsws.org](#), 2011

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca